

Intervention française à hauts risques au Rwanda

Clayton, Jonathan

Reuters, 19 juin 1994

KIGALI, 19 juin, Reuter - L'annonce par Paris de l'envoi aux frontières du Rwanda de militaires en mission humanitaire est loin de faire l'unanimité et les rebelles du FPR, en passe de gagner la guerre, ne cachent pas leur opposition.

“Ce n'est pas aux Français d'intervenir. C'est à nous de le faire”, a affirmé samedi le commandant Wilson Rutayisire, porte-parole du FPR.

Pour le Front patriotique du Rwanda (FPR) seule une victoire sur le terrain permettra de faire cesser les massacres qui, selon les organisations humanitaires, ont fait au moins 500.000 morts.

Craignant qu'une intervention française ne les prive de la victoire, les rebelles ont d'entrée de jeu annoncé qu'ils s'y opposeraient.

Et la menace n'est pas vaine.

Les rebelles, qui seraient environ 14.000, sont bien équipés, très disciplinés et ont une longue expérience des combats.

“L'intervention française serait un facteur de complication supplémentaire, elle pourrait se révéler désastreuse à la fois au niveau politique et humanitaire”, estime un analyste politique.

Un observateur militaire de l'Onu, originaire d'un pays africain, note que les miliciens rencontrés aux barrages routiers à l'extérieur de Kigali sont de plus en plus nerveux et hostiles à “tous les Blancs”.

— Rapide progression des rebelles —

La France a présenté dimanche matin au Conseil de sécurité un projet de résolution, rédigé dans le cadre du chapitre VII de la charte des Nations unies qui autorise le recours à la force.

Paris y demande l'autorisation d'intervenir en attendant l'augmentation des effectifs de la Mission de l'Onu d'assistance au Rwanda (Minuar), qui ne compte que 450 hommes.

Le général Romeo Dallaire, commandant de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar) note que les rebelles progressent rapidement et semblent déterminés à résister aux Français.

“Leur position n'a pas changé”, a-t-il dit dimanche à la presse.

L'appui longtemps apporté par la France au gouvernement du président Habyarimana, assassiné le 6 avril dernier, ne l'a guère rendue populaire auprès du FPR à dominante tutsie. Les rebelles l'accusent également d'avoir armé et entraîné les milices hutues mises en cause dans la plupart des massacres.

Paris nie que ses soldats aient combattu les rebelles en octobre 1990, lors d'une offensive du FPR contre le régime Habyarimana.

Mais plusieurs témoins indépendants affirment avoir vu des militaires français en train d'ériger des barrages routiers et aider les forces gouvernementales rwandaises à défendre la ligne de front.

Mis en cause par la presse française et par certaines organisations humanitaires pour son rôle depuis lors, l'Elysée a tenu à s'expliquer ce week-end dans un communiqué de quatre pages.

“Ceux qui critiquent aujourd'hui, quatre ans après, cette décision, considèrent-ils qu'il fallait laisser cette intervention déstabilisatrice s'accomplir ? Si telle avait été la décision des autorités françaises, que n'eût-on entendu sur l'abandon par la France de ses amis africains”, ont souligné les services de la présidence de la République. /AP

(c) Reuters Limited 1994